



Independent observer
of the Global Fund

LE FONDS MONDIAL AURA BESOIN DE 1,3 MILLIARD DE DOLLARS SUPPLÉMENTAIRES D'ICI FIN 2017

Le Fonds mondial aura besoin d'environ 1,3 milliard de dollars supplémentaires pour assurer la continuité des services jusqu'en 2017, en raison de la décision prise de permettre à certains pays de raccourcir la durée des subventions approuvées dans le cadre du nouveau modèle de financement. Ces crédits seront probablement pris sur des fonds de subventions que d'autres pays n'auront pas été en mesure d'absorber dans leur totalité.

Cette prévision figurait dans un rapport d'évaluation à mi-parcours de la situation financière du Fonds, préparé pour le Conseil d'administration et présenté à l'occasion de 32^e réunion du Conseil qui s'est terminée le 21 novembre à Montreux en Suisse.

Les chiffres révisés montrent que le montant des décaissements pour 2014 s'élèvera à environ 3,1 milliards de dollars. Ce montant inférieur aux prévisions est en grande partie la conséquence de retards dans l'élaboration et la soumission des notes conceptuelles par les pays, des retards eux-mêmes dus à la difficulté de traduire les nouvelles exigences du NMF dans des notes solides et concrètes. Ces décaissements relativement faibles n'entraîneront aucune interruption des programmes. Au contraire, cela permettra de calquer le rythme des dépenses sur celui de la mise en place des activités et des approvisionnements en produits de santé pour les trois maladies.

La diminution des dépenses en 2014 sera probablement compensée début 2015, lorsque de plus en plus de pays passeront à la phase d'établissement des subventions. Selon les estimations, le montant des dépenses est appelé à augmenter en 2015 pour s'établir à 4,0 milliards de dollars. D'après les prévisions présentées par le directeur financier, Daniel Camus, ce montant devrait s'élever à 4,1 milliards de dollars en 2016, et le reste des fonds engagés en décembre 2013 au cours de la quatrième reconstitution des

ressources ? soit 3,9 milliards supplémentaires ? aura été dépensé en 2017.

Ces prévisions comptables et financières précises constituent la dernière étape dans la transformation opérée au Fonds mondial en matière de discipline budgétaire et de respect de la Politique globale de financement. Cette politique a pour objectif de limiter les risques de surengagement et d'emprunt par rapport aux futures contributions, un problème qui caractérisait le Fonds mondial dans ses premières années d'existence. Ce surengagement explique en grande partie pourquoi le montant des fonds engagés au début de la quatrième reconstitution des ressources et du NMF était supérieur à 9 milliards de dollars.

Pourtant, des problèmes demeurent, notamment la fiabilité des prévisions et l'évolution de la culture d'entreprise et financière au sein de l'organisation. Il est par exemple nécessaire de mieux prévoir l'évolution du marché des devises afin de limiter les pertes liées aux fluctuations du marché des changes. Daniel Camus estime qu'environ 140 millions de dollars de contributions des donateurs se sont « évaporés » en 2014 en raison des fluctuations des devises africaines par rapport au dollar américain. Ces 140 millions de dollars de « pertes » ont toutefois été compensés par les 270 millions estimés d'économies réalisées grâce à un resserrement des procédures d'achat et d'approvisionnement, axé sur la maîtrise des coûts et l'orientation des marchés dans la partie amont des chaînes d'approvisionnement.

La poursuite de la mise en œuvre de bonnes pratiques professionnelles entraînera d'autres économies, a souligné M. Camus, et permettra d'affecter davantage de ressources aux composantes maladies éligibles au financement d'encouragement ainsi qu'au registre des demandes de qualité non financées.

Une amélioration des bonnes pratiques en matière de gestion financière

Une meilleure gestion de la trésorerie au niveau des pays contribuera également à améliorer le résultat net de l'organisation. C'est pourquoi les équipes de pays s'efforcent de s'assurer que les transactions financières sont effectuées au moment opportun et de manière efficace, afin de ne pas laisser les fonds dormir sur des comptes bancaires où ils risqueront de perdre de leur valeur à cause de fluctuations de change.

Le Fonds mondial entend également travailler avec les pays qui connaissent une situation politique difficile afin de trouver des moyens de transaction plus adaptés. Il existe plusieurs pays au sein du portefeuille, explique Daniel Camus, où les banques refusent de réaliser des opérations, ce qui expose encore davantage ces pays vulnérables à des risques de retard dans les décaissements avec de possibles conséquences sur les programmes.

« Le monde en dehors du Fonds mondial est une réalité et c'est à nous de nous y adapter en nous dotant des systèmes, des équipes et des politiques nécessaires », a-t-il déclaré à Aidsplan en marge de la réunion. « Nous devons conserver une avance technique pour mieux répondre [au contexte géopolitique plus général dans lequel opère le Fonds mondial]. »

Afin de se conformer à la Politique globale de financement, le Fonds est également en train de faire en sorte de dégager des liquidités actuellement détenues par la Banque mondiale pour un montant de 4 milliards de dollars. Par le passé, conserver des réserves de liquidités auprès de la banque était un moyen de garantir une certaine sécurité financière dans le système. Aujourd'hui en revanche, avec 17 milliards de dollars à disposition, il est temps d'investir ces fonds, a indiqué M. Camus.

Les projections établies par l'équipe de Daniel Camus montrent que ce sont les pays d'Afrique subsaharienne qui ont plus de mal à investir leurs fonds. Les raisons à cela sont, d'une part, des difficultés anciennes rencontrées par ces pays pour dépenser les crédits qu'ils reçoivent, et d'autre part, des retards dans les décaissements causés par ce que de nombreux pays décrivent comme des

obligations de déclaration onéreuses. Face à la double incapacité de ces pays à dépenser les fonds dont ils disposent et à identifier leurs besoins, il est indispensable que les équipes de pays du Fonds collaborent plus étroitement avec leurs homologues chargés de la mise en œuvre ? un impératif qui reste à concrétiser. Un renforcement des capacités de gestion financière pourrait donc être inclus dans l'assistance technique fournie aux pays au cours des prochaines phases du NMF, lorsque débutera la phase d'établissement des subventions.

Des durées de subvention raccourcies

Certains pays ont été autorisés à raccourcir certaines périodes de subvention en raison du montant de l'allocation reçue pour certaines composantes maladies ? un montant insuffisant pour financer des programmes existants assurant la prestation de services essentiels. Le fait de raccourcir la période de subvention ? de trois à deux ans, par exemple ? permet de garantir la capacité de ces pays à accélérer la mise en œuvre de leurs programmes et à financer tous les services nécessaires à la population.

Cependant, cela entraîne également un déficit de financement pendant la troisième année ? un déficit associé à l'obligation morale d'assurer la continuité des services. Le montant de ce déficit de financement est estimé à 1,3 milliard de dollars. Comment sera-t-il comblé ?

D'après les longues discussions (parfois déconcertantes) qu'Aidspan a pu avoir avec le Secrétariat et des représentants des différentes délégations du Conseil d'administration, nous comprenons que les fonds proviendront de sources diverses :

- Économies et gains d'efficacité réalisés sur d'autres subventions ainsi qu'au niveau des achats et des approvisionnements ;
- Fonds engagés de manière anticipée au titre de la cinquième reconstitution des ressources prévue pour la mi-2016 ;
- Individus fortunés susceptibles de contribuer à hauteur de 600 millions de dollars en 2016 ;
- Crédits que certains pays n'auront pas été en mesure d'absorber dans leur totalité pendant la période d'allocation.

« Sur la base des informations dont nous disposons aujourd'hui, lorsque l'on regarde l'ensemble des subventions jusqu'en 2017, nous prévoyons une somme de 1,3 milliard de dollars que les pays ne seront pas en mesure de dépenser du fait de leurs capacités », nous a expliqué M. Camus en marge de la réunion. « Nous avons donc pensé que c'était une bonne idée de donner notre accord pour raccourcir la durée de certaines subventions ; ces 1,3 milliards sont vraiment nécessaires du fait de la formule de calcul : il y a des déficits importants dans certains pays et nous ne pouvons pas nous permettre de ne rien faire. Nous ne voulons pas que des crédits restent inutilisés. »

[Read More](#)
